

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/HaitiLa-seconde-ville-d-Haiti-aux-mains-des-insurges>

HaïtiLa seconde ville d'Haïti aux mains des insurgés

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : dimanche 22 février 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Un commando du Front de Résistance pour la Libération et la Reconstruction d'Haïti est entré ce 22 février au Cap Haïtien (nord), seconde ville d'Haïti, selon des témoignages concordants d'habitants de cette ville qui ont été interrogés par plusieurs stations de radio de la capitale.

Par AlterPresse

[AlterPresse](#), P-au-P., 22 février 2004.

Le commando, évalué à environ 80 personnes, est entré par le sud de la ville et il a pris position dans plusieurs secteurs de la ville, où on a entendu beaucoup de tirs et de fortes détonations.

Une femme non identifiée, qui s'est exprimé sur la station privée Vision 2000, a affirmé qu'il y avait beaucoup de détonations dans la zone du commissariat de la ville qui a été incendié et pillé. Elle a également indiqué que des prisonniers ont été libérés.

Les témoignages n'ont pas fait état de confrontations. Les mêmes sources ont affirmé que beaucoup de gens de la population ont accompagné les hommes armés et vêtus de treillis militaire.

Aucun policier n'a été vu dans la ville. Il a été impossible pour les journalistes de joindre, même par téléphone, des autorités locales.

Après l'entrée des troupes du Front au Cap-Haïtien, un avion de la compagnie Tropical Airways a été pris en otage en fin de matinée par 6 hommes armés qui voulaient fuir la ville. Ils ont obligé les pilotes à décoller vers Port-au-Prince.

L'avion a atterri sans dommage à la capitale et les 6 hommes armés sont partis, a confirmé le directeur de la compagnie, Henry Fish. Il a annoncé la suspension des opérations de Tropical Airways « jusqu'à nouvel ordre ».

Une situation de tension a été aussi observée à Trou du Nord, plus au nord. Des témoignages parvenus à la presse ont fait état de 3 morts, suite à une attaque d'un groupe armé qui aurait été conduit dans la nuit d'hier à aujourd'hui par des autorités locales du Cap Haïtien.

Selon les mêmes sources, le local de Radio Hispanola a été incendié. Le directeur de Radio Hispanola, Pierre Elie Sem, a été gravement blessé par balle dans l'après-midi du 22 février au Cap Haïtien. L'état de santé du journaliste était considéré ce 22 février très grave.

La ville de Trou du Nord a été maintenue depuis la semaine passée par un groupe armé anti-Aristide appelé « Armée Kosovo ».

La situation est tendue à la sortie nord de Port-au-Prince, où plusieurs personnes auraient été tuées la nuit dernière, par des inconnus armés, au cours d'une attaque du commissariat de Bon Repos, selon des témoignages recueillis par un reporter d'AlterPresse. Ces informations n'ont pu être corroborées.

Beaucoup de barricades ont été observées dans la localité où le marché local a été pillé au cours de la nuit, ont encore indiqué des habitants de la zone.

Depuis le 5 février, une insurrection armée s'est déclenchée en Haïti avec la prise de Gonaives, quatrième ville au nord. Une autre grande ville, Hinche, a été prise le 16 février. Le 18 février Winter Etienne, porte-parole du Front de Résistance pour la libération et la Reconstruction d'Haïti, qui dispose de l'apport de 300 ex militaires, sous la commande de l'ex commissaire de police Guy Philippe, a réaffirmé sa détermination à « libérer toutes les villes de tous les départements ».

Le 19 février le Chef de de l'État, Jean Bertrand Aristide, a appelé la population à soutenir à la policie, en affirmant que « la police unie au peuple est invincible ».

Le 17 février, le Premier Ministre haïtien, Yvon Neptune, a reconnu la faiblesse de la police face à la rébellion armée. Il a sollicité l'aide de la communauté internationale, en Faisant valoir que « c'est un devoir de la communauté internationale de s'impliquer ».

La communauté internationale a ouvert le 21 février une ronde de consultations avec le pouvoir et l'opposition sur un plan de sortie de crise, qui a été accepté par le président Aristide.

L'opposition a rejeté ce plan qui ne prévoit pas la démission d'Aristide. Toutefois, la communauté internationale attend jusqu'à ce 23 février une réponse formelle de la Plate-forme Démocratique.